

Introduction

Le présent document fait la synthèse des exposés et des débats du IX^{ème} Séminaire International Sécurité et Défense en Méditerranée qui a eu lieu au Palacio de Pedralbes de Barcelone, le 25 octobre 2010. Ce séminaire, organisé depuis 2002 par CIDOB et le Ministère de la défense d'Espagne a compté, lors de cette édition, avec la collaboration de l'Institut d'Études de Sécurité de l'Union européenne (IESUE).

Les objectifs principaux de cette rencontre sont d'augmenter la transparence et la connaissance du développement et de l'implantation des différentes initiatives dans le domaine de la sécurité dans la région de la Méditerranée. Le but fondamental recherché est de promouvoir des espaces de collaboration et d'entente mutuelle entre des personnalités d'origine différentes, afin de contribuer ainsi au débat politique et académique sur la sécurité et la défense en Méditerranée.

Cette neuvième édition a été l'occasion d'analyser, tout d'abord, les missions PESD et la participation des partenaires méditerranéens, dans le but de tirer des conclusions sur la coopération en matière de politique commune de sécurité et de défense. Deuxièmement, le séminaire a tiré des conclusions sur la contribution du Traité de Lisbonne et de l'Union pour la Méditerranée à l'articulation d'un dialogue de sécurité. Et finalement, comme troisième point, le séminaire a adressé la sécurité dans le désert, en mettant l'accent notamment sur le Sahel et les menaces que l'absence de sécurité dans cette région représente pour le reste de la région méditerranéenne.

Le IX^{ème} Séminaire a été inauguré par le Président de CIDOB, M. Narcís Serra, qui a insisté sur le fait que le dialogue méditerranéen doit inclure des thèmes de sécurité et de défense et qui a voulu signaler que nous ne devons pas mépriser l'actuel Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée, car nous ne devons pas oublier qu'il fonctionne, même s'il ne le fait pas avec l'intensité que nous souhaiterions. M. Álvaro de Vasconcelos, Directeur de l'Institut d'Études de Sécurité de l'Union européenne (IESUE), a inauguré le Séminaire avec M. Narcís Serra. M. de Vasconcelos

a parlé de l'importance de comprendre les défis sécuritaires et du déficit en matière de coopération sécuritaire. Il a également souligné le rôle des pays du sud de la Méditerranée, qui représentent déjà 1% des opérations de sécurité des Nations Unies.

La Ministre de la défense, Mme Carme Chacón, a prononcé le discours d'inauguration. Elle a commencé son allocution en soulignant l'oubli généralisé de la Méditerranée, un phénomène contre lequel l'Espagne et la France, notamment, ont lutté. Elle a rappelé que maintes menaces proviennent du sud de la Méditerranée et qu'elles nous touchent tous, comme c'est le cas du Sahel, objet d'un débat à fond lors du Séminaire, et qui n'est pas responsabilité exclusive de l'Afrique, mais aussi de l'Europe et de l'OTAN. Elle a affirmé que la coopération dans cette zone n'est pas à la hauteur de ce qui serait souhaitable et qu'il est nécessaire de promouvoir le dialogue et de partager des points de vue sur les menaces. Dans ce sens-là, elle a mis l'accent sur le rôle de l'Initiative 5+5 et sur le Dialogue méditerranéen de l'OTAN. Finalement, la Ministre de la défense a souligné en particulier la nécessité de promouvoir le dialogue Sud-Sud et non seulement Nord-Sud.

Partenaires méditerranéens dans des missions PESD : leçons apprises et nouvelles opportunités de coopération en matière de politique commune de sécurité et de défense

Le premier groupe de discussion a adressé les leçons apprises par les missions PESD intégrant des partenaires méditerranéens et les opportunités que celles-ci offrent pour la coopération en matière de politique commune de sécurité et de défense. Ce groupe a été présidé par M. Lluís María de Puig, Sénateur espagnol de Gérone, qui a assuré que l'Union pour la Méditerranée semble une opportunité qu'il ne faut pas laisser passer. M. Lluís María de Puig a également souligné la nécessité de promouvoir une coopération transversale, allant de la formation et les échanges culturels à la sécurité et la géostratégie.

L'intervention de M. Tacan Ildem, Ambassadeur et Directeur général des affaires de sécurité internationales au Ministère des affaires étrangères de la Turquie, s'est axée sur la relation entre l'Union européenne et la Turquie. Notamment, l'Ambassadeur a souligné la prédisposition de la Turquie pour coopérer avec l'UE et participer à des missions PESD. Cependant, M. Ildem a voulu faire remarquer que l'UE doit être plus fonctionnelle et, ainsi que l'OTAN, elle doit tenir compte notamment du point de vue et de la position de ses partenaires, en l'occurrence, les partenaires méditerranéens.

De son côté, Mme Erzsébet Nagyné Rózsa, Chercheur principal à l'Hungarian Institute of International Affairs, a analysé le rôle de l'UE et, en particulier, de la PESD dans les missions en Méditerranée. Dans ce sens, elle a souligné que les opérations réalisées par l'UE ont eu plus de succès lorsqu'elles ont été effectuées de manière conjointe avec d'autres organisations internationales, notamment avec les Nations Unies ou avec l'OTAN. D'autre part, Mme Rózsa a voulu constater que l'existence de multiple cadres de coopération en Méditerranée (Politique de voisinage de l'UE,

Union pour la Méditerranée, Processus 5+5, Union du Maghreb arabe, etc.) pourrait entraver le progrès de la coopération en matière de sécurité.

M. Mohammed El-Katiri, Conseiller senior au Conflict Studies Research Centre, a axé son intervention sur la relation entre l'UE et le Maroc. M. El-Katiri a présenté un aperçu historique de cette relation en mettant l'accent sur le Statut avancé, récemment approuvé, qui représente une opportunité aussi bien pour le Maroc que pour l'UE. Finalement, en se tournant sur des thèmes de sécurité, M. El-Katiri a souligné que l'UE doit faire face à des menaces et des défis de sécurité non conventionnels. Dans ce contexte, la coopération avec les partenaires du sud de la Méditerranée devient encore plus stratégique.

Le premier groupe de discussion s'est fermé avec l'intervention de M. Ahmed Driss, Président directeur du Centre des études méditerranéennes et internationales de la Tunisie, qui a révisé les relations UE-Maghreb en constatant que, malgré l'évolution, un sentiment de frustration demeure car les progrès ont été insuffisants, et les asymétries entre les deux rives persistent. D'autre part, il a remarqué que Nord et Sud ont des perceptions et des sentiments différents en relation avec les menaces et la sécurité. Ainsi, M. Driss a affirmé qu'il est nécessaire de coopérer avec une approche participative avec les consommateurs et les producteurs de sécurité, en fin de compte, que l'enjeu soit un concept de sécurité commune.

Lors du débat de ce premier groupe de discussion, l'intervention de M. Juan Prat y Coll, Ambassadeur de l'Espagne aux Pays-Bas, est à remarquer. Il s'est félicité de la volonté des pays du sud de la Méditerranée de participer d'une manière plus active à la prise de décisions et à la politique de défense de l'UE.

Perspectives pour un dialogue de sécurité structuré avec le traité de Lisbonne et L'union pour la Méditerranée

La deuxième table de travail du Séminaire, à un caractère plus proactif et opérationnel que la première, a été présidée par M. Álvaro de Vasconcelos, qui a présenté la séance en soulignant la possibilité que représentent aussi bien le Traité de Lisbonne que l'Union pour la Méditerranée pour articuler un dialogue de sécurité structuré avec les pays de la Méditerranée.

Le premier rapporteur, M. Youssef Amrani, Secrétaire général du Ministère des affaires étrangères et de la coopération du Maroc, a souligné la nécessité d'améliorer la coopération en Méditerranée et, notamment, au Maghreb afin de faire face aux défis émergents dans la région du Sahel. Dans ce contexte, il a déclaré qu'il faut avancer dans la coopération Sud-Sud. Cependant, il a également soutenu qu'il ne sera pas possible d'améliorer la coopération régionale tant qu'il existe des frontières fermées entre les pays du sud de la Méditerranée.

De son côté M. Ioannis Ghikas, Représentant adjoint auprès du Comité politique et de sécurité de l'Union européenne et de l'Union de l'Europe occidentale, a signalé que la Politique commune de sécurité et de

défense de l'UE est un projet ouvert à la coopération avec des pays tiers. Il a également souligné la prédisposition de l'UE à établir un dialogue de sécurité structuré en Méditerranée.

L'intervention de M. Emmanuel Dupuy, Président de l'Institut Prospective et Sécurité en Europe, a été axée sur le rôle de l'OTAN et de l'Initiative 5+5 en Méditerranée. Dans ce contexte, il a remarqué que l'OTAN doit viser à la promotion du dialogue politique, la lutte contre le terrorisme et la promotion de l'interopérabilité. En ce qui concerne l'Initiative 5+5, le rapporteur a remarqué le potentiel de ce forum, en mettant l'accent sur le fait que celui-ci doit être surtout proactif.

Finalement, M. Jean Pascal Zanders, Chercheur principal à l'IESUE a axé son allocution sur des thèmes de désarmement et de non-prolifération. Il a tout d'abord souligné que le Traité de non-prolifération est absolument valide, mais qu'il est vraiment nécessaire que certains États clés signent le traité. Il a fait ainsi référence à un défi à affronter, la relation entre l'Israël et l'Égypte. Finalement, il a proposé d'utiliser le modèle de l'UE pour l'appliquer à la région méditerranéenne, c'est-à-dire, la création d'emblée de structures de confiance afin d'élargir ultérieurement le projet en incluant la sécurité.

Au cours du débat, l'intervention de M. Eduard Soler, Chercheur principal du CIDOB, est à souligner. Il a envisagé comment faire face au défi d'améliorer la coopération en matière de sécurité en Méditerranée, en avançant trois possibilités : la première est que cette coopération soit axée sur le renforcement des structures bilatérales entre l'UE et ses partenaires méditerranéens ; la deuxième est la promotion du multilatéralisme et des organisations aussi bien régionales que sous-régionales et, finalement, la troisième impliquerait de privilégier un dialogue moins public et plus informel et, en fin de compte, moins conditionné par les pressions aussi bien internes qu'externes.

Sécurité dans le désert : trafic, crime organisé et activités terroristes

Le troisième groupe de discussion s'est ouvert avec une introduction du modérateur, M. Jean-François Daguzan, Chercheur principal à la Fondation pour la Recherche Stratégique, sur les enjeux, les défis et les menaces qui surgissent dans la région du Sahel.

Mme Laurence Aïda Ammour, Chercheur associé au CIDOB et à l'Institut d'études politiques de Bordeaux, a souligné que les enjeux posés par le problème des frontières du Sahara y du Sahel sont très importants pour la région méditerranéenne. Dans ce contexte elle a remarqué quatre défis à relever : la corruption, le trafic de drogues et de personnes, le terrorisme et les migrations intra-africaines.

Le deuxième intervenant, M. Julio Navas, de la Division des affaires stratégiques du Ministère de la défense d'Espagne, a mis en évidence la nécessité de conjuguer sécurité et développement afin de surmonter les problèmes au Sahel. M. Navas a également suggéré que l'UE réalise des missions de réforme de sécurité et de formation à l'intention des armées

des États de la région. En fin de compte, le rapporteur a conclu que l'absence d'États forts dans la région du Sahel est la cause des problèmes de la région, et qu'il est donc nécessaire de promouvoir la sécurité, le développement et la gouvernance.

M. Manuel Navarrete Lieutenant-colonel de la Guardia Civil, a signalé qu'il s'avère très difficile de faire une distinction claire entre terrorisme, crime organisé et trafic d'armes au Sahel, étant donné que les différents phénomènes gardent une relation très proche entre eux. En ce qui concerne comment lutter contre les terroristes, M. Navarrete a parlé de la stratégie de containment, c'est-à-dire, les bloquer dans une zone concrète pour pouvoir après les attaquer.

Finalement, M. Iván Calabuig, conseiller du coordinateur de la lutte contre le terrorisme de l'UE, a fait remarquer que les États de l'UE disposent des conditions et des moyens nécessaires pour faire face au défi du terrorisme au Sahel, mais qu'il faut d'avantage de volonté politique.

Conclusions et clôture

La clôture du Séminaire a été présidée par M. Albert Moreno, Secrétaire pour l'UE de la Generalitat de Catalunya. La première intervention a été celle de M. Álvaro de Vasconcelos, qui a commencé par exposer les déficits en matière d'entente mutuelle, de coopération et de dialogue, existant en Méditerranée. Face à ce panorama, M. Vasconcelos a souligné la nécessité de privilégier une approche plus pragmatique, permettant de faire avancer la coopération dans la région euro-méditerranéenne.

De son côté M. Jordi Vaquer, Directeur du CIDOB, a souligné la nécessité d'adresser des thèmes de sécurité dans la région euro-méditerranéenne. Selon M. Vaquer, la sécurité est un thème auquel il ne faut pas obvier ou au sujet duquel il ne faut pas attendre une amélioration à partir de la coopération dans d'autres domaines. Il a ainsi mis en relief qu'il existe des défis et des menaces communes en Méditerranée, tels que la migration, le trafic et le contrôle de l'espace, des défis qui doivent être relevés de manière conjointe.

Le séminaire a été clôturé par M. Luis Cuesta, Secrétaire général de Politique de la défense, qui a souligné la nécessité d'avancer dans la construction d'un dialogue politique afin de promouvoir la confiance dans la région. En ce qui concerne l'Espagne, le Secrétaire a remarqué que cet objectif guidera le travail aussi bien au niveau national que dans le contexte des différents forums multilatéraux.

Finalement, M. Cuesta s'est félicité du succès du Séminaire, qui doit continuer à être un forum de débat entre experts, académiciens et gouvernementaux, civils et militaires, impliqués dans l'étude et la pratique de la sécurité et la défense en Méditerranée. Dans ce contexte, il a souligné la nécessité de maintenir et de renforcer des espaces, comme le Séminaire, qui encouragent le dialogue entre des sensibilités différentes dans le domaine de la sécurité en Méditerranée, et il a invité tous les participants à se joindre à la prochaine édition, à l'occasion de laquelle le Séminaire fêtera son dixième anniversaire.